



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Licenciements, baisses de salaire, marche à la guerre : il faut renverser le capitalisme

Le patronat est à l'offensive. Ces derniers mois, les attaques portent sur le secteur automobile.

Chez Van Hool, la famille actionnaire a déclaré la faillite après avoir encaissé des profits pendant des années. Seule une poignée des 2.500 travailleurs de l'entreprise seraient repris.

À deux mois des élections, Audi Bruxelles est menacé. Le gouvernement a convoqué en urgence la direction pour discuter de ce que les actionnaires accepteraient pour maintenir les emplois. Alors que le groupe a réalisé 17,9 milliards de profit l'an passé, ce serait avec nos impôts que le gouvernement ferait des cadeaux à Audi ! Et les cadeaux n'ont jamais empêché les licenciements !

Volvo Trucks Gand a mis dehors 450 travailleurs depuis le début de l'année tout en réalisant un résultat record.

« C'est la crise » disent-ils. Oui, les capitalistes ont réduit le pouvoir d'achat avec l'inflation et fait exploser les prix de l'alimentation, des loyers, de l'énergie, pour augmenter leurs profits. Maintenant ils constatent que la population réduit ses achats ! À qui la faute ? !

Les capitalistes déstabilisent la production et sèment les guerres aux quatre coins du monde. Alors ce n'est pas à nous de payer pour leur crise. En Belgique, les

dividendes ont augmenté trois fois plus vite que dans le reste du monde ! Il y aurait 41 familles milliardaires. Mais pour les capitalistes, ce n'est toujours pas assez.

La FEB (l'organisation patronale) demande maintenant la suppression de l'indexation des salaires. A deux mois des élections, la plupart des partis y sont bien sûr opposés, mais Pieter Timmermans (CEO de la FEB) répond crânement qu'« avant les élections, aucun parti ne va proposer la fin de l'indexation des salaires [...], après les élections, on sera obligé ». Pour le patronat, peu importe le résultat des élections du 9 juin et la composition du prochain gouvernement, il sait que les ministres seront entièrement dévoués à la bourgeoisie et prêts à faire payer les travailleurs.



De son côté, Alexia Bertrand, ministre du budget et fille de milliardaire, annonce que le prochain gouvernement devra réaliser 27 milliards d'économies pour rembourser la dette. C'est-à-dire couper dans les

budgets des hôpitaux, des écoles, des pensions, du chômage, etc. Ces milliards d'euros dont la population sera privée serviront à enrichir les actionnaires des banques qui spéculent sur la dette de l'État.

Le seul secteur dans lequel la bourgeoisie dépense sans compter c'est l'armée. Le gouvernement a déjà prévu 11 milliards de dépenses supplémentaires et 4.000 embauches. Les entreprises de l'armement s'enrichissent, comme la FN Herstal, la Sabca, Airbus, RheinMetal, Lockheed Martins...

Car la crise du capitalisme aggrave les tensions internationales. La bourgeoisie de chaque État protège ses profits et son pré-carré... tout en cherchant à empiéter sur celui du voisin ! Les pays capitalistes les plus puissants hérissent des barrières douanières et donnent des milliards de subsides à leurs multinationales.

Pour gagner de nouveaux marchés et de nouvelles régions à exploiter, les pays de l'OTAN, derrière les USA, installent des bases militaires aux quatre coins du monde. Et ils soutiennent des gouvernements, comme celui d'Israël, ils couvrent ses massacres de Palestiniens à Gaza, car Israël est leur tête de pont militaire au Moyen-Orient pour assurer leur domination sur le pétrole et la navigation maritime. En Ukraine, les

capitalistes occidentaux soutiennent militairement le pouvoir de Zelensky pour affaiblir la Russie. Et déjà, avant même la fin de la guerre, ils mettent la main sur les riches terres agricoles ukrainiennes et se préparent à réaliser de gros profits avec la reconstruction des infrastructures détruites.

Mais c'est surtout avec la Chine que les USA et les pays de l'OTAN sont en concurrence. En plus de la guerre commerciale, en prévision d'une guerre militaire, ils

augmentent leurs budgets militaires, encerclent la Chine de bases militaires et de porte-avions. Les politiciens et les médias à leur service poussent au nationalisme et développent toute une démagogie contre les Chinois.

Refusons de nous laisser diviser et de nous laisser entraîner dans leur mobilisation guerrière, refusons de marcher au pas derrière nos exploités !

Nous n'avons aucun intérêt commun avec ceux qui baissent nos

salaires, qui nous licencient et nous condamnent au chômage et qui demain peut-être nous enverront à la guerre.

Au contraire, les travailleurs de Chine, du Congo, d'Israël, de Palestine, des USA... sont nos meilleurs alliés contre le capitalisme qui n'a plus que la misère et la guerre à offrir. En renversant le capitalisme, les travailleurs sont les seuls qui portent une perspective pour l'humanité.

Crise du capitalisme

Audi Bruxelles : le chaos du capitalisme à l'usine

Suite au licenciement des 371 intérimaires en pleine période de chômage, une partie des travailleurs sous CDI a repris le travail le 8 avril.

La FGTB avait déposé un préavis de grève pour le lundi de la reprise, mais n'a organisé ni assemblée générale, ni appelé à la moindre action. Il y avait pourtant des travailleurs qui auraient voulu réagir au licenciement des intérimaires, aux menaces pour leur propre emploi et aussi face à la charge de travail qui s'alourdit.

Le licenciement des intérimaires, qui assuraient le travail le plus dur de la chaîne, a laissé beaucoup de postes vacants, et pas les plus légers. Alors, dès 6 heures du matin, le remue-ménage en vue de la nouvelle répartition a commencé.

Les chefs passaient dans les différentes sections pour désigner ceux qui devaient changer de poste. Certains qui travaillent depuis 20 ans et plus à l'usine, se sont retrouvés, parfois à 50 ans, à la

chaîne. Mardi, face au mécontentement que cela provoquait, les règles pour changer de poste ont été modifiées. Au lieu de retourner à la chaîne, c'était dans son ancienne section qu'il fallait retourner, provoquant tout un jeu de chaises musicales. A certains endroits, cela a provoqué des tensions entre les travailleurs.

Mais globalement, cela permettait surtout de discuter.... Ce dont on n'a pas l'occasion en temps habituel. Et aussi de discuter avec des collègues d'autres sections. On essaie de s'expliquer la situation, mais certains discutent aussi de ce qu'il faudrait pour se défendre, racontent les grèves qu'on faisait dans le temps, réfléchissent à comment s'organiser.

Il y a eu beaucoup d'actes de résistances, et dans une section, cela a débouché sur un premier débrayage... que les syndicats n'ont pas voulu couvrir.

La direction sent bien que, de ce chaudron qu'elle a elle-même mis sur le feu, peut surgir une colère collective. Elle fait tout pour l'éviter en semant la peur. Vendredi, elle licencierait trois travailleurs pour des brouilles. Mais l'injustice de trop fera éclater la colère ouvrière.



Impérial : les intérimaires prennent la parole

Jeudi, une trentaine d'intérimaires virés de chez Impérial sont venus à un rendez-vous devant l'usine avec des journalistes de la RTBF. Certains ont témoigné personnellement devant les caméras. Ils ont brisé le silence et c'est le premier pas !

Faillite chez Esprit

La chaîne de vêtements Esprit va fermer ses 15 magasins intégrés en Belgique et licencier 148 travailleurs. La faillite suit des licenciements qui ont eu lieu en Suisse et en Allemagne. Globalement la crise économique, la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, les coûts de l'énergie et la

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

concurrence avec le commerce en ligne auraient mené à la fermeture des magasins.

Mais le groupe a réalisé pendant des années de larges bénéfices ! Pourquoi ne serviraient-ils pas aujourd'hui à maintenir les salaires des employés qui en sont à l'origine ?

Faillite de Van Hool

Le constructeur de bus et de remorques Van Hool a finalement déclaré la faillite. L'entreprise sera dépecée entre VDL Groep qui reprend la production d'autocars et Cargobull qui reprend la production de remorques. Chacun de ces repreneurs espère en tirer un maximum de profit.

Pour les travailleurs, ce sera une saignée. Les 2.500 travailleurs ont été licenciés et les repreneurs promettent que 650 à 950 travailleurs seront peut-être réembauchés. Mais dans quelles conditions et à quel salaire ? Comment retrouver un emploi à plus de cinquante ans, demandent certains ?

Cela, sans compter les nombreux licenciements des travailleurs des entreprises sous-traitantes de Van Hool.

La famille Van Hool, elle, laisse une ardoise de 65 millions d'euros à la sécurité sociale. Surtout, elle garde ses dizaines de millions accumulés sur le dos des travailleurs pendant des dizaines d'années. Rien que Frank Van Hool a une fortune estimée de plus de 80 millions d'euros.

Esprit, Callebaut, Van Hool, Audi, Volvo, etc. : partout le patronat nous fait payer la crise économique. Mais tous nous avons les mêmes intérêts : avoir un emploi et un salaire corrects ; et des ennemis communs : les capitalistes. Seule une lutte commune du monde du travail pourra les faire reculer.

Chômage temporaire et profit permanent

Le nombre de patrons qui utilisent le chômage temporaire ne cesse d'augmenter, un ouvrier sur cinq y aurait été soumis en 2023, et le début de 2024 annonce des chiffres encore plus élevés.

Il s'agit d'une mesure par laquelle un employeur peut arrêter son activité sans devoir payer de salaire : une allocation de chômage, moins importante que le salaire, est alors payée par l'ONEM, donc par les cotisations des travailleurs eux-mêmes !

C'est surtout une bonne manière pour les capitalistes de faire payer à nouveau les travailleurs. Lorsque l'activité est moins rentable, ils renvoient gratuitement les travailleurs, et ne produisent que lorsque du profit peut être récupéré.

Le chômage temporaire est aussi utilisé pour augmenter la charge de travail en dehors des périodes de chômage. Et de nombreux patrons, comme ceux de Ryanair, ont aussi utilisé frauduleusement le chômage en déclarant leurs travailleurs au chômage alors même qu'ils travaillaient...

Le coût de la crise

La crise économique s'approfondit. Selon l'économiste en chef de la Voka, la fédération patronale flamande, les investissements des entreprises ont chuté de 8,5% ces derniers mois et devraient continuer de chuter.

En cause : des profits pas assez élevés aux yeux des actionnaires, et la concurrence d'autres pays – comme la France, l'Allemagne ou les États-Unis – qui versent des dizaines de milliards d'euros aux entreprises pour les attirer.

Pour sauver leurs profits, les capitalistes utilisent toujours la même recette : prendre dans les poches de la population. D'abord en aggravant l'exploitation au travail. Mais aussi en faisant appel à leur État, comme

la Fédération de l'industrie alimentaire qui demande une « politique industrielle », ou le patron de l'entreprise Aluminium Duffel qui appelle à un "Industrial Deal", c'est-à-dire des subventions ou des baisses d'impôts.

Mais les dirigeants politiques n'ont pas attendu les appels des capitalistes pour leur présenter l'argent de nos impôts sur un plateau.

Du côté de la Commission Européenne, c'est un grand plan pour la mise en place de « fonds paneuropéens plus importants et plus profonds » pour l'industrie biochimique qui a été présenté la semaine dernière. En Belgique, le gouvernement a aussi prévu de nouveaux cadeaux pour les entreprises, comme une limitation de maximum 15% de taxes dans l'industrie pharmaceutique, une augmentation des heures supplémentaires non taxées dans la construction, ou le financement d'abonnements de train directement par l'État.

La crise dans laquelle s'enfoncé le capitalisme sera comme toujours payée par les travailleurs... jusqu'à ce qu'ils ne se laissent plus faire !



Bénéfices en hausse, salaires en berne

Les bénéfices des entreprises belges cotées en bourse ont augmenté de 4% en 2023, atteignant 19,3 milliards, dont près de la moitié ont été versés en dividendes.

Ces milliards permettraient de payer plus de 400.000 emplois pendant un an avec un salaire mensuel de 3.800€ bruts ! Mais ce n'est pas encore assez pour ces entreprises !

Comme elles prévoient une baisse de leurs bénéfices, elles se préparent à imposer des baisses de salaires pour maintenir leurs profits.

À quand des luttes pour arrêter cette course au profit et augmenter nos salaires ?

Milliardaires en Belgique

Le magazine « Forbes » a publié son classement annuel des milliardaires avec sur le trône, Bernard Arnault et son capital de 216 milliards. Les plus grandes fortunes sont aux États-Unis.

La Belgique aussi a son gratin. Les Wittouck, D'leteren, Huts, Van Damme, Frère, Roussis... sont les bourgeois belges les plus riches. Actionnaires de la Raffinerie Tirlemontoise, d'Ab-Inbev, du groupe D'leteren,... Ces rentiers sont les champions belges de l'accaparement des richesses produites par les travailleurs.

À dix, les milliardaires belges repris par Forbes accumulent plus de 36.000.000.000 €. Ça fait beaucoup de zéros 36 fois 1 milliard ! Et il y a plusieurs dizaines d'autres milliardaires !

Un travailleur qui touche un salaire de 2.000 € par mois, soit 24.000 € par an, devra travailler pendant plus de 40.000 ans pour obtenir un milliard d'euros. À condition qu'il économise chaque mois et ne dépense pas un seul centime pour vivre.

De telles sommes ne peuvent être amassées qu'en exploitant le travail des autres. C'est sur l'appauvrissement de la majorité qu'ils élèvent leurs tours d'ivoire, avec les richesses produites par la classe ouvrière.

Prochain gouvernement ? Au service des patrons !

Peu importe les résultats des élections, la FEB affirme ouvertement que le prochain gouvernement n'aura pas le choix. Il devra baisser les salaires par des sauts d'index, voire par la suppression de l'indexation automatique des salaires.

Certes, la suppression n'est dans le programme d'aucun parti mais Pieter Timmermans (CEO de la FEB) affirme : « *Avant les élections, je ne vois aucun parti se positionner en faveur de la suppression de l'indexation des salaires [...], après les élections, on sera obligé* ». « *Tous les 10-15 ans, ils le font quand même. Le PS l'a fait en 1996, en 2007, deux fois sous Di Rupo* ».

Le patronat n'essaye même plus de masquer que les gouvernements sont directement à son service, peu importe la démagogie des politiciens en campagne.

Ce n'est pas un bulletin de vote qui fera reculer le patronat. Seule une lutte décidée des travailleurs permettra de défendre nos salaires.

Les élections peuvent cependant nous y aider. Elles permettent de dénoncer le capitalisme, de faire connaître les idées communistes révolutionnaires, de nous compter, de commencer à nous organiser.

Plus de moins pour les classes populaires

La Confédération Européenne des Syndicats évalue à 192 milliards d'euros les investissements annuels que les pays de l'Union européenne devraient consacrer aux besoins de la santé, de l'éducation, du logement, pour répondre aux besoins de la population. Pour la Belgique, les investissements manquants sont estimés à 2,6 milliards au minimum et à 7,5 milliards dans l'idéal.

Ces montants, importants, ne représentent en réalité qu'une petite fraction de la richesse produite en

Europe, richesse accaparée pour l'essentiel par la classe capitaliste.

Mais loin de consacrer les investissements nécessaires, les gouvernements européens se sont entendus pour revenir à une politique d'austérité. Pour la Belgique, l'objectif est de réaliser 2,5 milliards d'euros d'économies par an.

Tous ces chiffres permettent de mesurer l'ampleur des restrictions que les gouvernements se préparent à imposer encore aux malades, aux étudiants, aux mal-logés et à tous les travailleurs de ces secteurs indispensables.

Et encore plus !

2,5 milliards d'économies par an, c'est encore insuffisant pour Alexia Bertrand (Open VLD), la secrétaire d'État au budget. Pour la libérale « *il faudrait compter 5 milliards pour améliorer les choses. C'est beaucoup, mais c'est quasiment ce que nous avons réalisé la dernière année avec la Vivaldi* ». Comme quoi les ministres socialistes au gouvernement ne sont pas un obstacle pour une politique d'austérité.

Le programme de l'Open VLD prévoit le retour à la semaine des 48 heures, la limitation à deux ans des allocations de chômage, l'extension des flexijobs et des heures supplémentaires, une nouvelle indexation des salaires payée non par les patrons mais financée par l'argent des impôts ; la vente des parts de l'État dans Belfius, Ethias, Fortis pour augmenter le budget de la Défense... Un programme parfaitement logique en somme pour Alexia Bertrand, fille de la 17e fortune de Belgique.

« Service d'Utilité Collective »

C'est le nom trompeur choisi par les ministres pour un stage de six mois, organisé par la Défense pour les jeunes qui ne parviennent pas à trouver un emploi.

Le ministère assure qu'il ne s'agirait pas d'une formation militaire mais « *d'une formation à la citoyenneté, aux normes et aux valeurs, à la sécurité...* ». Et pour attirer du monde, le gouvernement propose 550 € par mois aux participants, mieux que les formations du FOREM, très peu rémunérées, quand elles ne sont pas payantes.

Si aujourd'hui, l'État ne remet pas encore directement le service militaire à l'ordre du jour, il met néanmoins en place de plus en plus de formations de ce genre.

Elles sont dirigées par des cadres de l'armée, qui se préparent à inculquer aux jeunes la propagande nationaliste, leur fermeté pour le maintien de l'ordre capitaliste, à habituer leurs oreilles au rythme soutenu de la marche au pas.

Ça ne passera pas comme une lettre à la poste !

Les facteurs de Bpost ont fait grève dans plusieurs dépôts samedi 13 avril pour protester contre l'aggravation de leurs conditions de travail. Depuis que l'entreprise a perdu les subventions pour la distribution des journaux, la direction a annoncé ne pas exclure un « plan social », et des rumeurs courent comme quoi, sans les subventions, les journaux pourraient être distribués par une filiale de Bpost et non par les facteurs.

Tout cela retombe évidemment sur le personnel, dont la charge de travail ne fait qu'augmenter depuis des années, avec des tournées toujours plus longues, et dépassant parfois l'horaire prévu de plusieurs heures, du personnel moins nombreux avec plus d'intérimaires, de plus en plus de changements de poste de dernière minute, du matériel défectueux, ce qui crée une ambiance chaotique.

Avec la perte du contrat presse, la situation va encore s'aggraver. Les syndicats dénoncent les mesures que la direction cherche à imposer avec

la fin de la prime de nuit, la « réorganisation » des tournées tous les trois mois, ce qui veut dire des tournées plus longues !

Tout cela alors que Bpost vient de déboursier 1,3 milliards d'euros pour acheter une entreprise de logistique afin de « *diversifier son activité* »... De quoi doubler les salaires des 27.000 travailleurs de Bpost pendant un an, ou en doubler le personnel.

Les travailleurs ont commencé à se mobiliser. Le 13, certains ont bloqué l'imprimerie du groupe de presse Rossel, et ont refusé de distribuer les journaux. Les groupes de presse sont évidemment responsables de la situation en faisant pression pour diminuer les coûts.

Pour renforcer le mouvement, il y aurait des actions à mener par exemple en lien avec les travailleurs d'Audi qui risquent de perdre leur emploi ou de Van Hool qui les ont perdus.

Leur Société

Semer, récolter et... spéculer

Les agriculteurs, même petits, sont forcés de s'intéresser à la finance. Le fruit de leur récolte, comme tous les autres produits sous le capitalisme, est coté en bourse. D'un jour à l'autre, la valeur de la pomme de terre par exemple, peut varier entre 600€ par tonne à... 0 € au plus fort de la crise Covid, où personne n'en achetait.

Les agriculteurs se retrouvent donc forcés, au risque de perdre les revenus d'une récolte entière en la vendant le mauvais jour, de

suivre en direct la valeur du blé, des pommes de terre, ou du froment, et à en comprendre les mécanismes. Des initiations à la finance sont d'ailleurs de plus en plus intégrées aux formations, et les fédérations d'agriculteurs donnent régulièrement des conseils sur la vente de tel ou tel produit.

Cela pousse certains petits agriculteurs à investir en bourse plus largement en espérant obtenir un revenu complémentaire à celui, parfois très faible, de leur exploitation.

Mais au jeu de la bourse, ce sont les gros, banques ou fonds d'investissements, qui font la pluie et le beau temps en déplaçant leurs immenses capitaux. Les petits, eux, ne peuvent que tenter d'anticiper les décisions

des gros, et bien souvent y perdre des plumes...

Aéroport de Liège, suppression du permis ?

Pour fonctionner, l'aéroport de Bierset dépend d'un permis délivré par la Région wallonne. Ce permis définit notamment le quota des « mouvements d'avions », qui jusqu'à maintenant étaient limités à 55.000 par an.

Suite à des recours déposés par des associations qui dénoncent l'irresponsabilité écologique des trafics aériens, le Conseil d'État recommande d'annuler le permis actuel et d'en rédiger un nouveau.

Là-dessus, le parti Ecolo a sauté sur l'occasion pour faire parler de lui dans cette période d'élections. Il propose de baisser l'activité à 50.000 mouvements par an. Et le MR de son côté, joue au "sauveur des emplois" en défendant les 55.000 mouvements d'avions...

Dans tout cela, difficile de s'y retrouver, car ces procédures administratives et ces « querelles » de politiciens cachent bien le fond du problème.

Du côté des travailleurs de l'aéroport, on pourrait s'inquiéter, car si le nouveau permis réduit les quotas du trafic, cela pourra servir de prétexte aux directions des entreprises basées à l'aéroport, pour

mener des attaques contre les salariés.

En 2021, Fedex n'avait même pas eu besoin de ce genre de menace sur le changement de permis pour licencier 671 travailleurs de Bierset dans une restructuration.

Problèmes environnementaux ?

Les associations qui ont déposé les recours dénoncent des problèmes avérés. L'organisation actuelle des transports aériens participe au réchauffement climatique. La population de Grâce-Hollogne pâtit quotidiennement des nuisances sonores générées par le trafic.

Tant que ce sont les capitalistes qui décident, avec les politiciens à leurs bottes, la seule priorité sera de faire du profit. Alors, les travailleurs risqueront leur emploi. Et ils subiront aussi en première ligne toutes les conséquences des nuisances industrielles, liées à la production, aux rejets des déchets polluants venant des usines près de leur quartier ; aux risques d'inondations, à l'assèchement des sols, etc.

Pour lutter contre cela, c'est le contrôle de la production par la classe ouvrière et pour les intérêts collectifs qu'il faut imposer.

International

Drones iraniens : impérialisme incendiaire et hypocrite

Quand le 1er avril Israël a ciblé des Iraniens à Damas, les dirigeants des grandes puissances n'ont pas pipé mot. Mais face à l'attaque de drones iraniens sur Israël dans la nuit du 13 au 14 avril, l'Occident n'a pas de paroles assez indignées.

On nous dit que l'Iran aurait franchi une « ligne rouge ». Mais qui va-t-en guerre depuis des mois, si ce n'est Netanyahu dont les attaques sur Gaza ont fait déjà plus de 30.000 morts ? Et qui a semé des bombes à retardement dans toute la région, si ce ne sont ses protecteurs à Washington ?

L'escalade en cours, c'est l'impérialisme qui en est responsable.

LO France

OTAN : 75 ans de guerre

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les États-Unis mettaient sur pied l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dès le départ, l'OTAN



Les 32 États-membre de l'OTAN

avait pour but de dresser devant l'Union soviétique une barrière militaire à l'époque des tensions de la guerre froide.

Derrière cet objectif s'en cachait un deuxième : assurer aux États-Unis leur présence durable sur le continent européen, dont les puissances impérialistes rivales (France, Allemagne, etc.) étaient sorties très affaiblies de la guerre.

Selon les mots de son premier secrétaire général, le rôle de l'OTAN consistait alors à « *garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle* ».

Depuis le premier traité, signé en 1949 par 12 États fondateurs, le poids de l'OTAN, regroupant maintenant 32 pays (voire carte ci-dessus), n'a fait que grandir.

Depuis 1949, l'OTAN et ses États-membres prétendent défendre la paix, la liberté et la démocratie. Quel mensonge ! Cela fait 150 ans que les

États occidentaux mettent la planète à feu et à sang. Depuis 1949, l'OTAN est le bras armé des USA, la puissance impérialiste dominante.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la guerre n'a jamais cessé sur la planète et les pays de l'OTAN en sont les premiers responsables. Ils ont installé des bases militaires aux quatre coins de la planète, ils sont intervenus militairement dans presque tous les pays du monde, et à d'innombrables reprises ils ont monté les peuples les uns contre les autres.

Les guerres d'"endiguement"

Dès le début de la guerre froide, les USA voulaient "endiguer" l'expansion de l'URSS et de la Chine - qui étaient vus comme des États "communistes".

C'est dans cette optique que les États-Unis sont intervenus militairement en Corée en 1950. La guerre terrible qu'ils y ont menée a tué jusqu'à quatre millions de personnes.

Au Vietnam, la France puis les États-Unis ont mené une guerre sanglante pour leur domination sur la région. Ils ont largué une quantité immense de bombes, d'armes chimiques, faisant au bas mot 5 millions de victimes. Les armes chimiques ont laissé des séquelles abominables sur les populations.

La répression des révoltes coloniales

Lorsque des centaines de milliers de femmes et d'hommes se sont engagés dans des révolutions anticoloniales en Inde, en Malaisie, à Madagascar, au Kenya, au Cameroun; les pays européens ont envoyé leurs troupes massacrer les révoltés.

Quand les dirigeants de ces nouveaux États ne défendaient pas directement les intérêts occidentaux, ces derniers n'ont jamais

hésité à organiser des coups d'État ou à intervenir militairement.

En Indonésie en 1965, les États-Unis ont soutenu le massacre des militants du parti communiste indonésien faisant jusqu'à un million de morts. En 1973 au Chili, les USA ont aidé le général Pinochet dans son coup d'État et ont ensuite soutenu le régime de dictature militaire pour préserver les intérêts de leurs multinationales dans la région.

Soutien aux dictateurs et aux génocidaires

Pour maintenir leur domination, les pays de l'OTAN ont monté des peuples les uns contre les autres. Ils n'ont pas hésité à soutenir des génocidaires et des criminels de guerre, comme au Bangladesh, au Pakistan, au Rwanda, au Soudan, au Biafra.

Les pays de l'OTAN ont soutenu les régimes les plus répressifs : l'apartheid en Afrique du Sud, la dictature de Marcos aux Philippines, le régime sud-coréen, le Shah d'Iran, la théocratie en Arabie saoudite. Les États-Unis ont organisé d'innombrables coup d'État en Amérique latine pour y installer des dictatures à

leur solde. Afin que celles-ci préservent les intérêts américains et répriment ceux qui s'opposeraient à la domination impérialiste.

Soutien sans faille à l'État d'Israël

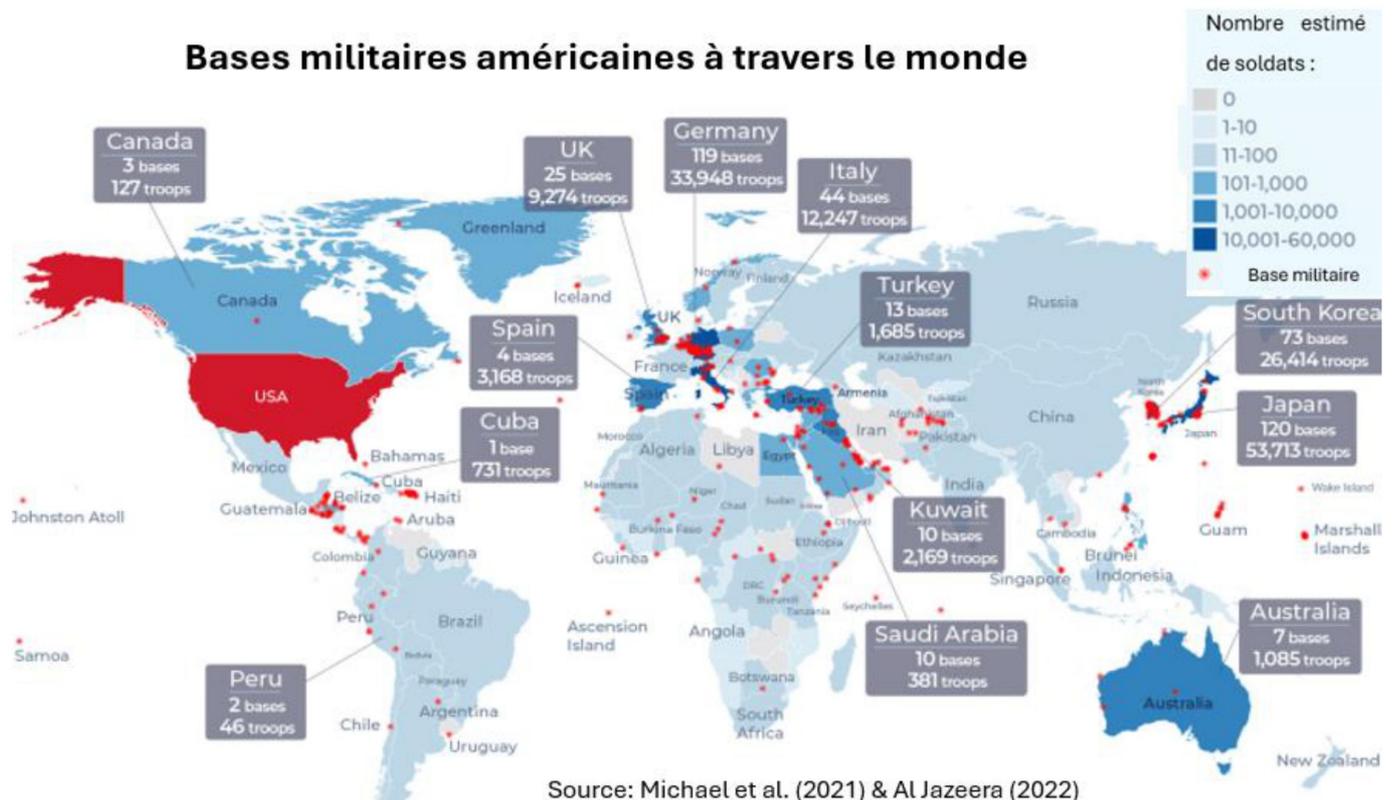
Depuis la création de l'État d'Israël en 1948 et surtout depuis 1967, les pays de l'OTAN arment et soutiennent l'État d'Israël dans toutes ses guerres. Cela les aide à maintenir la domination impérialiste au Moyen-Orient. Quitte à cautionner le massacre des Palestiniens par l'armée et l'accaparement de terres palestiniennes par les colons.

Les soi-disant "guerres contre le terrorisme"

Depuis le début des années 2000, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, les pays de l'OTAN ont envahi et détruit l'Afghanistan et l'Irak.

En Afghanistan, des millions de personnes ont péri dans ces conflits, sous le feu des talibans, d'Al-Qaïda, mais encore bien plus, sous les offensives menées par l'armée

Bases militaires américaines à travers le monde



Source: Michael et al. (2021) & Al Jazeera (2022)

américaine, qui sous prétexte de lutter contre le terrorisme, a réduit en poussière des villages entiers.

Lors de la deuxième guerre du Golfe en 2003, les pays de l'OTAN - USA en tête - ont attaqué l'Irak sous le prétexte mensonger que le régime possédait des "armes de destruction massive". Après avoir détruit le pays par les bombardements et l'invasion terrestre, les pays de l'OTAN ont démantelé l'État irakien et monté les communautés les unes contre les autres. C'est de ce chaos créé par l'impérialisme que Daesh est né et a pu prospérer.

L'OTAN contre la Russie et la Chine

L'extension toujours plus importante de l'OTAN vers la Russie et, en particulier en Ukraine, a poussé les dirigeants de la dictature russe à déclencher la guerre qui dure encore aujourd'hui. Et si les dirigeants occidentaux défendent le gouvernement ukrainien, ce n'est ni pour défendre "la démocratie", ni pour défendre "l'autodétermination des peuples". C'est pour agrandir leur pré-carré et assurer leurs juteux investissements en Ukraine.

Aujourd'hui, l'OTAN présente la Chine comme "le défi le plus sérieux à long terme" car les dirigeants dictatoriaux du pays ont refusé de se soumettre aux intérêts occidentaux.

Alors l'OTAN entoure la Chine de bases militaires et les USA ont réarmé le Japon en vue d'un prochain conflit.

On ignore si une guerre aura lieu entre les USA et l'OTAN contre la Chine, mais ce qui est certain, c'est qu'elle n'aura pas pour motif la défense de la démocratie, de la paix. Les guerres des pays de l'OTAN ont toujours été menées pour assurer la domination impérialiste du monde.

Pour mettre fin aux guerres et à l'exploitation, il faudra renverser l'impérialisme. La force sociale capable d'une telle révolution existe. C'est la classe ouvrière internationale. Prolétaire de tous les pays, unissons-nous !



Vautour des télécoms sur l'Ukraine

Xavier Niel est un capitaliste français dont la fortune atteint 9,9 milliards. Son secteur juteux de prédilection : la télécommunication. Il est le patron du groupe Iliad avec ses nombreuses filiales dont Free Mobile.

Pour lui, la guerre en Ukraine ouvre des opportunités. Il vise l'acquisition du premier opérateur télécom ukrainien, Datagroup-Volia, ainsi que Lifecell. Et ce ne sera pas pour faire du social... mais du profit !

Avant même que les armes se soient tuées, les capitalistes se préparent à dépecer l'Ukraine.

Non à l'Europe forteresse !

Le Parlement européen vient de voter le pacte migratoire qui durcit encore plus la violence contre les migrants quand ils approchent de l'Europe. Filtrage renforcé aux frontières, multiplication des camps de détention, déplacements forcés d'un pays à l'autre...

Ces mesures s'attaquent à des réfugiés qui fuient la misère et la guerre, imposés par ces mêmes pays impérialistes ! Ceux qui présentent les réfugiés comme un danger sont de véritables ennemis pour la classe ouvrière car ils tentent de la diviser, en utilisant la xénophobie.

Les vrais responsables des catastrophes qui touchent les populations, ce sont les capitalistes. Leurs capitaux peuvent franchir n'importe quelle frontière pour piller une région et exploiter ses travailleurs sans passer un seul contrôle douanier... Alors à bas les frontières, et solidarité entre les travailleurs du monde entier !



Turquie : Erdogan désavoué

Le parti du président Erdogan est passé de 52,2% des voix aux élections présidentielles de 2023 à seulement 36% des voix aux élections municipales fin mars. Il passe en deuxième position derrière le Parti Républicain du Peuple.

En cause, la crise économique qui ne cesse de s'aggraver depuis plusieurs années, l'inflation atteignant 67% en 2024 et même 71% pour l'alimentation, alors que la hausse récente du salaire minimum n'est que de 50%.

Les beaux discours et les demi-mesures d'Erdogan n'ont pas servi à grand-chose face à la crise du capitalisme, et il l'a même aggravée en pillant le pays au profit de son clan.

Cependant, même s'ils le voulaient, les partis d'opposition ne pourraient guère faire mieux. Car ceux qui aggravent la crise se trouvent dans les conseils d'administration des banques et grandes entreprises, qui spéculent sur les matières premières et les marchandises pour se remplir les poches.

Les élections ne changent pas la vie, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes.

Il y a 30 ans : le génocide au Rwanda

Il y a 30 ans, le Rwanda connaissait l'horreur d'un génocide, avec la complicité de l'impérialisme français. Le terrain pour cette catastrophe, qui a fait près d'un million de morts, avait été préparé par la colonisation et les capitalistes belges qui ont pillé l'Afrique, à commencer par les ancêtres du roi Philippe, qui y ont leur part de responsabilité.

Une origine coloniale

Les deux prétendues « ethnies » qui allaient être la base du génocide étaient un seul et même peuple avant l'arrivée des Européens, parlant la même langue et partageant la même culture. Les Tutsis étaient plutôt éleveurs, et les Hutus plutôt agriculteurs, et il n'était pas rare qu'un Hutu devienne Tutsi en s'enrichissant.

Mais les colons, comme partout où ils ont débarqué, ont cherché à s'appuyer sur toutes les divisions possibles pour asseoir leur domination et éviter une alliance des peuples contre eux.

Aidés par les Pères Blancs, des missionnaires chrétiens, ils ont inventé une origine sémitique aux Tutsis et leurs ont donné des

positions de pouvoir, s'appuyant sur eux pour exploiter la population rwandaise dans son ensemble.

Cette politique ne pouvait que susciter la haine de la population envers ces dirigeants Tutsis, qui a été traduite par des nationalistes Hutus en une haine envers l'ensemble des Tutsis.

Lorsque des mouvements pour l'indépendance furent trop puissants pour être réprimés, les colons belges, avec la complicité de l'Église, se sont appuyés sur les nationalistes Hutus anti-Tutsi, en les soutenant, abandonnant leurs « alliés » Tutsis aux pogromes. Plus de 300.000 Tutsis ont fui le pays entre 1959 et 1961 face à ces violences.

La France complice du génocide

En 1973, l'ancien ministre de la Défense Juvénal Habyarimana arrive au pouvoir à travers un coup d'État. Soutenu par l'État français, qui cherche à tout prix à étendre son influence dans la région pour en piller les ressources, il installe au Rwanda un régime dictatorial à parti unique, multipliant les discours anti-Tutsi. Il limite l'accès des Tutsis dans l'administration et l'enseignement, les emprisonne arbitrairement et impose à

toute la population des travaux forcés les samedis pour le « développement », autrement dit pour aider les États occidentaux et l'Église à s'installer dans le pays.

Les présidents français successifs ont vanté la stabilité du régime, qu'ils renforçaient en fournissant les armes et l'entraînement militaire aux soldats rwandais. Et lorsque les réfugiés rwandais Tutsis du FPR (Front Patriotique Rwandais) commencent une rébellion contre le régime, la France soutient le régime à n'importe quel prix.

Les dirigeants français étaient très conscients de la multiplication des discours de haine et des violences contre les Tutsis du pays. Une situation qui fait penser avec horreur aux soutiens matériels inconditionnels des États Occidentaux à Israël, malgré les massacres et les discours de haine contre les Palestiniens.

Cela montre la détermination des capitalistes à défendre à tout prix leurs intérêts, même à travers les régimes les plus barbares.

Lorsque le président Habyarimana est assassiné, la violence prend une autre ampleur, et le génocide anti-Tutsis se déclenche. La population est préparée depuis des mois par la radio, les génocidaires sont formés par des membres de l'armée, y compris par les formateurs français. La France est non seulement au courant, mais elle couvre le génocide dès son déclenchement, fournit des caisses de machettes, présentant les événements comme un malheureux conflit ethnique.

Lorsque les rebelles du FPR envahissent le pays, la France envoie même ses troupes protéger les génocidaires sous des prétextes humanitaires.



Rwanda, le pays des Mille collines



Crânes humains au mémorial de Nyatama

Pendant 3 mois, le gouvernement rwandais Hutu organise le massacre des Tutsis, fouillant chaque maison, barrant les routes, rattrapant les fuyards, utilisant la police, l'armée et la partie la plus extrémiste de la population.

Les massacres ne prendront fin qu'avec l'avancée du FPR, qui lance une invasion au moment où commence le génocide. Le FPR est dirigé par Paul Kagame, soutenu depuis plusieurs années par les États-Unis, qui y voient une occasion d'affaiblir l'influence de la France et de prendre le contrôle d'un pays influent.

L'impérialisme responsable du chaos au Kivu

Mais l'invasion du FPR est loin d'arrêter le cycle de violence. Les troupes du FPR multiplient les exactions pendant leur conquête, et pas seulement envers les génocidaires, qu'il est d'ailleurs difficile de distinguer du reste de la population.

Une grande partie des génocidaires quitte le pays, allant rejoindre les centaines de milliers de

civils qui fuient l'avancée du FPR, majoritairement du côté du Congo.

Avec la complicité des États-Unis, qui ont plusieurs centaines de conseillers militaires sur place, le FPR poursuivra les réfugiés et massacrera des centaines de milliers de personnes, laissant derrière lui d'immenses fosses communes.

Le nouveau régime de Kagame, avec l'aide américaine, soutiendra la rébellion de Laurent-Désiré Kabila au Congo, qui participera aux massacres avant de renverser le dictateur Mobutu, un allié des États-Unis mais dont les 30 années de régime brutal devenaient embarrassantes.

Quand Kabila montrera son allégeance aux impérialistes plutôt qu'au Rwanda qui l'a soutenu, commencera la deuxième guerre du Congo en 1998. Cette guerre se transforme vite en guerre pour le contrôle des minerais du Kivu, une des régions du Congo très riche en minerais rares. Une guerre où s'affrontent diverses bandes armées, une guerre qui ne s'est jamais réellement terminée.

L'impérialisme belge, français et américain ont une responsabilité écrasante dans le génocide au Rwanda. Loin d'avoir mis fin à la violence, l'intervention du FPR a entretenu la spirale de violence, et le régime mis en place au Rwanda est une dictature qui n'hésite pas à soutenir des groupes armés au Congo.

Mais le Rwanda de Kagame a le soutien total des impérialistes occidentaux, qui utilisent régulièrement

cette armée pour défendre leurs propres intérêts, par exemple lorsque l'armée rwandaise intervient pour protéger les installations de Total contre les djihadistes au Mozambique, ou quand elle protège le dictateur de Centrafrique, ce pour quoi elle vient d'être récompensée par une aide de 20 millions de la part de l'Union Européenne.

Les capitalistes n'ont pas changé depuis 1994. Ils continueront à soutenir les régimes qui les arrangent, même si ceux-ci préparent des génocides.

Il n'y a qu'en mettant fin au capitalisme par une révolution des travailleurs que l'on pourra mettre fin aux génocides et autres massacres.



Paul Kagame et Georges W. Bush

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Si vous le voulez, vous pouvez nous soutenir financièrement par virement bancaire sur notre compte avec les informations suivantes :

- ✓ IBAN : BE84 0637 7593 4559
- ✓ Communication : « Campagne Lutte Ouvrière »

Attention : la loi limite la participation individuelle à 500 euros, merci de ne pas dépasser ce montant.

Meeting de campagne Lutte ouvrière

*Pour les élections fédérales
du 9 juin 2024*

Le 1^{er} juin 2024 à 15h

**A l'Université Libre de
Bruxelles (auditoire H1301).**

Accès par Avenue Paul Héger, Ixelles